

## Avis de sociétés



## COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN

Société anonyme au capital de 2 063 076 328 €  
Siège social : Tour Saint-Gobain  
12, place de l'Iris  
92400 COURBEVOIE  
542 039 532 R.C.S. Nanterre

## AVIS DE CONVOCATION

## Titres participatifs avril 1984 de 1 000 euros

Les porteurs de titres participatifs émis par la Compagnie de Saint-Gobain (la « Société ») en avril 1984 sont convoqués en Assemblée générale qui se tiendra le mercredi 31 mai 2023 à 9 heures 30, au siège social de la Société, Tour Saint-Gobain, 12, place de l'Iris, 92400 Courbevoie Cedex, et en cas de défaut de quorum, le jeudi 29 juin 2023 à 12 heures au même lieu, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

## Ordre du jour

- 1- Rapport du Conseil d'administration sur l'activité de la Société au cours de l'exercice 2022 ;
- 2- Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice 2022 et sur les éléments servant à la rémunération des titres participatifs ;
- 3- Renouvellement du mandat du représentant titulaire de la Masse ; fixation des pouvoirs et de sa rémunération annuelle ;
- 4- Délégation de pouvoirs pour accomplir les formalités requises.

Pour assister ou se faire représenter à cette Assemblée :

- Les porteurs de titres participatifs au nominatif devront être inscrits en compte chez la Société, au plus tard, au jour de l'Assemblée générale.
- Les propriétaires de titres participatifs au porteur devront justifier dans les mêmes délais auprès de leurs intermédiaires financiers teneurs de compte, de l'inscription en compte de leurs titres par une attestation de participation délivrée par ces intermédiaires.

Les porteurs de titres participatifs pourront demander un pouvoir ou un formulaire de vote par correspondance à Uptevia - CTO Assemblées - Grands Moulins de Pantin, 9, rue du Débarcadère - 93761 Pantin Cedex (France).

L'attestation de participation et le pouvoir ou le formulaire de vote par correspondance devront être retournés et réceptionnés par Uptevia à l'adresse indiquée au paragraphe précédent au plus tard le mardi 30 mai 2023 à 15 heures (heure de Paris).

Conformément aux dispositions des articles R. 22-10-24 et R. 225-79 du Code de commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut, outre par la voie postale, également être effectuée par la voie électronique, selon les modalités suivantes :

- **pour les porteurs de titres participatifs détenus au nominatif pur** : en envoyant un courrier électronique revêtu d'une signature électronique obtenue par leurs soins auprès d'un tiers certificateur habilité à l'adresse électronique suivante : [Paris\\_France\\_CTS\\_mandats@uptevia.pro.fr](mailto:Paris_France_CTS_mandats@uptevia.pro.fr). Cet e-mail devra obligatoirement contenir les informations suivantes : nom de la Société, date de l'Assemblée, nom, prénom, adresse et identifiant des porteurs de titres participatifs (disponible auprès de Uptevia chargé de la gestion du service des titres participatifs) ainsi que nom et prénom et, si possible, adresse du mandataire désigné ou révoqué ;
- **pour les porteurs de titres participatifs détenus au nominatif administré ou au porteur** : en envoyant un courrier électronique revêtu d'une signature électronique obtenue par leurs soins auprès d'un tiers certificateur habilité à l'adresse électronique suivante : [Paris\\_France\\_CTS\\_mandats@uptevia.pro.fr](mailto:Paris_France_CTS_mandats@uptevia.pro.fr). Cet e-mail devra obligatoirement contenir les informations suivantes : nom de la Société, date de l'Assemblée, nom, prénom, adresse et références bancaires complètes des porteurs de titres participatifs ainsi que nom et prénom et, si possible, adresse du mandataire désigné ou révoqué. Puis, ils devront demander à leur intermédiaire financier habilité qui assure la gestion de leur compte titres d'envoyer une confirmation écrite à Uptevia - CTO Assemblées - Grands Moulins de Pantin, 9, rue du Débarcadère - 93761 Pantin Cedex (France) ou un e-mail à [Paris\\_France\\_CTS\\_mandats@uptevia.pro.fr](mailto:Paris_France_CTS_mandats@uptevia.pro.fr).

Afin que les désignations ou révocations de mandataires exprimées par voie électronique puissent être valablement prises en compte, les confirmations devront être réceptionnées par Uptevia au plus tard le mardi 30 mai 2023 à 15 heures (heure de Paris). Les désignations ou révocations de mandataires exprimées par voie postale devront être réceptionnées par Uptevia au plus tard le mardi 30 mai 2023 à 15 heures (heure de Paris).

Le Conseil d'administration.

23012701

## UNIWELL S.A.

société anonyme  
26B, boulevard Royal  
L-2449 Luxembourg  
R.C.S. Luxembourg B N° 211.778

## AVIS DE CONVOCATION

Mesdames et Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à l'Assemblée Générale Statutaire Annuelle des Actionnaires, qui aura lieu le vendredi 9 juin 2023 à 11.00 heures au siège social sis au 26B, boulevard Royal, L-2449, Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

## ORDRE DU JOUR

1. Rapport annuel du conseil d'administration concernant les comptes annuels individuels et les comptes consolidés au 31 décembre 2022 ;
2. Rapport annuel du commissaire aux comptes relatif au même exercice 2022 ;
3. Rapport du réviseur d'entreprises sur les comptes annuels du même exercice ;
4. Approbation du bilan, du compte de profits et pertes et de l'annexe aux états financiers au 31 décembre 2022 ;
5. Approbation du bilan consolidé, du compte de résultat consolidé et de l'annexe aux mêmes états financiers au 31 décembre 2022 ;
6. Rapport du réviseur d'entreprises relativement aux comptes consolidés pour l'année 2022 ;
7. Affectation du résultat ;
8. Décharge aux administrateurs, au commissaire aux comptes et au réviseur d'entreprises pour l'exercice de leurs mandats pendant l'exercice 2022 ;
9. Fixation de la rémunération due à tous les membres du conseil d'administration et au commissaire aux comptes pour l'exercice social 2022 ;
10. Renouvellement du mandat du réviseur d'entreprises, au titre de l'exercice 2023 ;
11. Divers.

## UNIWELL S.A.

Pour le conseil administration

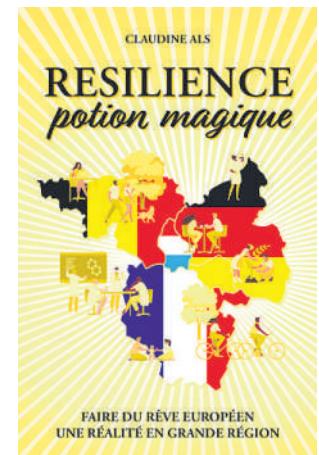
**Claude Geiben**  
Administrateur

**Laurent Backes**  
Administrateur

## Claudine Als

RESILIENCE  
potion magique

FAIRE DU RÊVE EUROPÉEN  
UNE RÉALITÉ EN GRANDE RÉGION



C'est quoi la vie bonne et comment faire pour la préserver face aux défis énormes qui guettent : crises climatique, sanitaire, extrémiste, financière, cybernétique, migratoire et guerre en Ukraine ?

Résilience, potion magique explore de nombreuses pistes qui contribuent à la résilience d'un territoire, à savoir celui de la Grande Région quadri-nationale (L, B, D, F), sorte d'Europe en miniature. L'ouvrage détaille plus de 200 exemples de résilience et 400 propositions de plans d'action. Quel est le rôle des archétypes de résilience et quelle est la place de la jeunesse ? Perpétuer notre vie bonne tout en répondant aux défis de notre temps, dépend des initiatives et de l'engagement de chacun autant que de ceux de nos institutions, vers une actualisation de l'intégration européenne. Nous devenons chaque jour un peu plus des Européens, surtout lors de crises.

25€

248 Seiten - 14 x 21,5 cm

ISBN: 978-2-919792-20-7

EDITIONS SCHORTGEN

[www.editions-schortgen.lu](http://www.editions-schortgen.lu)



W\_1948\_GAO\_002

**MSL**  
Multiple Sclérose Létzbuerg

Maison 1, L-7425 BILL  
Tél. 26 61 05 56  
[www.msweb.lu](http://www.msweb.lu)  
e-mail: [info@msl.lu](mailto:info@msl.lu)

BCEE: LU25 0019 3055 2224 5000

W\_2150\_SF02\_CC

**Wir suchen nebenberufliche Sportfotografen**

Sie haben am Wochenende Zeit und sind sportinteressiert?

Melden Sie sich noch heute bei der Sportredaktion und werden Sie Teil eines dynamischen, jungen und kompetenten Teams.

Weitere Auskünfte:  
[sport@wort.lu](mailto:sport@wort.lu)

**Luxemburger Wort**

www.wort.lu

Aide aux Enfants Handicapés  
du Grand-Duché (AEHGD)

asbl reconnue d'utilité publique

säit 1974

**MERCI fir Äer Hëllef**

**BCEELULL LU76 0019 6200 0230 6000**

aehgd@pt.lu – [www.aehgd.lu](http://www.aehgd.lu)



W\_2040\_HA01\_CD

**Chinese puzzle** A flagging VW must find a way of engaging tech-savvy local rivals in the world's biggest car market  COMPANIES

# Companies & Markets

## Spotify ejects thousands of AI-generated music tracks

- ▶ Boomy platform's songs pared down
- ▶ Push to stop bots posing as listeners

ANNA NICOLAOU — NEW YORK

Spotify has removed tens of thousands of songs from artificial intelligence music start-up Boomy, ramping up policing of its platform amid complaints of fraud and clutter across streaming services.

In recent months the music industry has been confronting the rise of AI-generated songs and, more broadly, the growing number of tracks inundating streaming platforms daily.

Spotify, the largest audio streaming business, recently took down about 7 per cent of the tracks that had been uploaded by Boomy, the equivalent of "tens of thousands" of songs, according to a person familiar with the matter.

**'Boomy is categorically against any type of artificial streaming [to inflate audience numbers]'**

Recording giant Universal Music had flagged to all the main streaming platforms that it saw suspicious streaming activity on Boomy tracks, according to another person close to the situation.

The Boomy songs were removed because of suspected "artificial streaming" — online bots posing as human listeners to inflate the audience numbers for certain songs.

AI has made this type of activity easier because it allows someone to instantly generate many music tracks, which can then be uploaded online.

Boomy allows users to pick descriptors, such as "rap beats", to create a machine-generated track. Users can release the music to streaming services, where they will generate royalty payments. California-based Boomy says its users have created 14mn songs.

Spotify confirmed it had removed some Boomy content. "Artificial streaming is a longstanding, industry-wide issue that Spotify is working to stamp out across our service," it said.

"We are always encouraged when we see our partners exercise vigilance around the monitoring or activity on their platforms," said Michael Nash, Universal's chief digital officer.

The crackdown comes as music industry power broker Lucian Grainge has spent months speaking out about the proliferation of songs on platforms such as Spotify, where 100,000 new tracks are being added each day, and growing manipulation of the system.

Grainge, Universal's chief executive, told investors last week that "the recent explosive development in generative AI will, if left unchecked, both increase the flood of unwanted content on platforms and create rights issues with respect to existing copyright law".

The issue has escalated to the forefront of concerns in the music industry in the past few months. The streaming boom has given rise to an array of services offering artists the chance to buy success. A Google search for "buy Spotify streams" yields millions of results, with sites such as "spotistar.com" offering 1,000 Spotify plays for \$6.

The Financial Times reported last month that Universal had asked streaming services to crack down on the use of generative AI on their platforms. That same week, a song that used AI to mimic Drake and The Weeknd's voices went viral on streaming platforms.

Boomy at the weekend resumed submitting new tracks to Spotify. The two sides are negotiating over reinstating the rest of Boomy's catalogue. The company said: "Boomy is categorically against any type of manipulation or artificial streaming. We are working with industry partners to address this issue."

**Rap battle** Big investor presses Adidas to publish probe into Kanye West allegations



Running low: Adidas said ending the Yeezy brand would cost it €500mn in operating profit this year — DedMityay/Alamy

OLAF STORBECK — FRANKFURT

Adidas is facing demands from a leading investor to disclose findings of a probe into its handling of misconduct allegations against Kanye West as shareholder ire over its ill-fated tie-up with its former business partner continues to mount.

Former employees in November accused Adidas of having turned a blind eye to alleged inappropriate behaviour by West, also known as Ye, who was dropped by the German group last year over his antisemitic remarks. The sudden end of the Yeezy brand would wipe out €1.2bn in sales and €500mn in operating profit this year, Adidas warned in February. It said it could post its first net loss in three decades.

Union Investment, Germany's third-largest asset manager and a top-20 investor in Adidas, will call on the company to reveal the results of

its internal investigation at its annual meeting tomorrow, according to a draft speech seen by the Financial Times.

Janne Werning, head of ESG at Union Investment, will urge Adidas to disclose the results of the investigation "here and now", stressing that shareholders were entitled to know. He will also demand the company "transparently clean up the scandal".

Union Investment, alongside Germany's second-largest investor Deka, has already said it would not support confidence votes over the performance of the executive board and the supervisory board. Shareholder proxy service Glass Lewis recommended that investors not support the supervisory board.

West, a US rapper and fashion designer, allegedly played pornography to staff in meetings and showed an intimate picture of his ex-wife Kim Kardashian in job interviews. Rolling

Stone magazine reported in November that former employees claimed in a letter that senior managers knew of West's "problematic behaviour" and tolerated "years of verbal abuse, vulgar tirades, and bullying attacks".

Union Investment wrote in November to Adidas demanding to know when executives and supervisory board members first learnt about the misconduct allegations against West. Adidas at the time said it had launched an independent investigation into the allegations.

The group is facing a class-action lawsuit in the US over its handling of the Yeezy scandal. In a lawsuit filed last month, shareholders alleged that it had long been aware of West's offensive remarks and harmful behaviour but neither disclosed the risks nor prepared for them.

Adidas declined to comment, but said it would address Union Investment's questions at the meeting.

## Fox defends Dominion settlement despite loss

ANNA NICOLAOU — NEW YORK

Fox chief executive Lachlan Murdoch yesterday defended his decision to settle litigation over the network's role in airing conspiracy theories about election fraud, telling investors it "in no way alters Fox's commitment to the highest journalistic standards".

Fox last month agreed to a last-minute deal to pay nearly \$800mn to settle a lawsuit from voting technology company Dominion, one of the biggest defamation awards in US history.

That decision weighed on Fox's earnings, pushing the company to a \$50mn net loss in the first three months of the year.

In a call with analysts after the company's results, Murdoch framed the settlement as a "business decision" to "avoid the acrimony of a divisive trial" while blaming a Delaware court for restricting Fox's defence.

"We have been and remain confident in the merits of our position, that the first amendment protects a news organisation's reporting on newsworthy events," Murdoch said.

The Delaware judge had in effect rejected that position, ruling in March that the US Constitution's first amendment offered no free-speech protection to those deliberately broadcasting lies.

"The Delaware court severely limited our defence in the trial in pre-trial rulings," Murdoch said.

The move to settle was "clearly in the best interest of the company and its shareholders" to avoid a six-week trial and appeals process that could have lasted two or three years, he said. "We're proud of our Fox News team."

The cost of the settlement pushed Fox to a loss despite an 18 per cent year-on-year rise in its first-quarter revenue to more than \$4bn.

Advertising revenue rose more than 40 per cent to \$1.9bn in the quarter, boosted by the Super Bowl and other NFL games. On an adjusted basis, the company reported earnings of 94 cents a share, above estimates of analysts polled by Refinitiv of 87 cents.

It has been a tumultuous year for Fox Corp, with anchor Tucker Carlson abruptly exiting the network last month, only days after the Dominion settlement.

On a call with analysts, Murdoch dodged a question about Carlson, saying: "As always, we are adjusting our programming and our line-up."

## Rise of Australian women chiefs belies wider gender imbalance

### INSIDE BUSINESS

#### ASIA-PACIFIC

Nic  
Fildes



When Qantas appointed its next chief executive, Vanessa Hudson — who will be its first female leader in a century since the airline was founded — it marked a turning point in the promotion of women to the top of Australia's largest companies. Hudson's internal competitor for the job was also a woman, Olivia Wirth, while the most likely outside candidate, Jayne Hrdlicka, now leads the carrier's rival, Virgin Australia.

In 2020, only 5 per cent of the ASX's 20 largest listed companies were run by women. The advocacy group Chief Executive Women warned last year that it would take 100 years for corporate Australia to achieve a gender balance of 40 per cent.

Yet the ratio has now jumped to 30 per cent of the ASX20 as some of Australia's largest telecoms, mining and retail companies appointed female leaders — such as Sherry Duhe, interim chief executive of Newcrest Mining, which is the target of a \$19bn bid.

The rise of the Australian female chief executive was evident at Macquarie's annual business leaders conference, held in Sydney last week, when fund managers may have watched five consecutive sessions chaired by women leaders covering rare earths, iron ore, oil and gas exploration, telecoms and out-

door advertising. Macquarie itself appointed its first female chief executive in 2018 when it promoted Shemara Wikramanayake to the top job. From next year it will have twice as many women on its board as men.

Wikramanayake, who has previously described the struggle of attracting women to jobs in the financial services industry, welcomed the greater gender representation, which, she said, was "more reflective of the community".

The ASX — which appointed a female chief executive in 2022 — suddenly looks in better shape than the FTSE 100, which only counts one female CEO, GSK's Emma Walmsley, in its top 20 largest businesses. The recent promotion of Vodafone's Margherita Della Valle to permanent chief executive takes the number of female leaders in the overall FTSE 100 to only eight.

The rise of the new generation of women leaders reflects Australia's move to broaden the gender base of its political and corporate make-up in recent years. The Labor party set a quota for the number of female candidates pre-selected in winnable parliamentary seats in the 1990s, and has consistently raised those quotas to close to 50 per cent today.

The elevation of executives such as Hudson and Telstra's Vicki Brady has been widely celebrated but with the caveat that the toxic culture of misogyny in parliament and sections of the Australian business establishment cannot be easily swept away.

The toxic culture of misogyny in parliament and parts of the business establishment cannot be easily swept away. The reckoning in the country's mining industry — which has been hit by reports of horrendous assaults on female miners — shows that some sectors have a long way to go.

CEW warns that there are still too few women in chief executive feeder roles with profit and loss responsibilities outside the top companies. "Women are typically under-represented in these roles, with women holding just over one in 10 line management roles in the ASX300 in our most recent census," a spokeswoman said.

Eliza Littleton, a senior economist at the Australia Institute's Centre for Future Work, said that while the spate of female chief executive appointments was heartening, this progress was not yet reflected in the country's broader labour market. With a gender pay gap of more than 13 per cent, women still earn far less on average than their male counterparts. "We won't see the gender pay gap close until 2053. That's really slow progress. Those at the high end tend to be exceptions to the rule," Littleton said.

The votes of professional women played a big role in the election of a Labor government that has promised to address workplace inequality. This week's budget will set out Labor's policy plan to improve conditions for women in the labour market in areas such as childcare subsidies, paid parental leave and increased pay for care workers. The government has already established a task force on women's economic equality.

Hudson hopes the rise of a new generation of female leaders will continue — but the full impact of her elevation was felt far closer to home. She described telling her two daughters that she had won the competition to take on one of Australia's most challenging leadership roles. "I've always been a mother who wants to lead by example and to listen to their reflections last night was incredibly meaningful to me," she said.

nic.fildes@ft.com

**SAINT-GOBAIN**  
COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN

A French société anonyme with a share capital of €2,063,076,328  
Registered Office at Tour Saint-Gobain, 12, place de l'Iris, 92400 Courbevoie (France)  
542 039 532 R.C.S. Nanterre

**NOTICE OF MEETING**

Participating stocks April 1984 of €1,000 each

The holders of participating stocks (*titres participatifs*) issued by Compagnie de Saint-Gobain (the "Company") in April 1984 are convened to the General meeting to be held on Wednesday, May 31, 2023 at 9:30 a.m. (Paris time) at the registered head office of the Company, Tour Saint-Gobain, 12, place de l'Iris, 92400 Courbevoie Cedex (France), and in case of lack of a quorum on this occasion, on Thursday, June 29, 2023 at 12 p.m. (Paris time) at the same place, for the purpose of considering the following agenda:

**Agenda**

- Board of Directors report on the Company's operations for fiscal year 2022;
- Auditors' report on the financial statements for fiscal year 2022 and elements for determining the remuneration of the participating stocks;
- Renewal of the term of office of the holders' representative; determination of his/her powers and annual remuneration;
- Powers to carry out formalities.

To attend or to be represented at this Meeting:

- The holders of registered participating stocks must be registered in the account kept by the Company no later than the date of the General Meeting.
- The holders of bearer participating stocks must prove within the same deadlines to the financial intermediary responsible for managing their securities accounts, that their participating stocks are registered by means of a certificate (*attestation de participation*) issued by said intermediary.

The holders of participating stocks may request a proxy or postal voting form from Uptevia — CTO Assemblées — Grands Moulins de Pantin, 9 rue du Débarcadère — 93761 Pantin Cedex (France).

The shareholding certificate (*attestation de participation*) and proxy or postal voting form must be returned and received by Uptevia at the address indicated in the previous paragraph no later than Tuesday, May 30, 2023 at 3:00 p.m. (Paris time).

In accordance with Articles R. 22-10-24 and R. 225-79 of the French Commercial Code, notification of designation and revocation of a proxy, may also be done by e-mail (in addition to by mail), as follows:

- For the holders of registered participating stocks: by sending an e-mail with an electronic signature obtained by them from an authorized third party certifier to the following e-mail address: Paris\_France\_CTS\_mandats@uptevia.pro.fr. This e-mail must contain the following information: name of the Company, date of the Meeting, last name, first name, address and identifier of the holders of participating stocks (available from Uptevia in charge of managing the participating stocks service) as well as the last name and first name and, if possible, the address of the appointed or revoked proxy;
- For the holders of registered participating stocks held through an intermediary and for the holders of bearer participating stocks: by sending an e-mail with an electronic signature obtained by them from an authorized third party certifier to the following e-mail address: Paris\_France\_CTS\_mandats@uptevia.pro.fr. This e-mail must contain the following information: name of the Company, date of the Meeting, last name, first name, address and full bank account details of the holders of participating stocks, as well as last name, first name and, if possible, address of the designated or revoked proxy. Then, they will have to ask their financial intermediary managing their securities account to send a written confirmation to Uptevia — CTO Assemblées — Grands Moulins de Pantin, 9, rue du Débarcadère — 93761 Pantin Cedex (France) or an e-mail to: Paris\_France\_CTS\_mandats@uptevia.pro.fr.

For the due process of electronic designations or revocations of proxies, confirmation will have to be received by Uptevia at the latest on Tuesday, May 30, 2023 at 3:00 p.m. (Paris time). Designations or revocations of proxies processed by paper will have to be received by Uptevia at the latest on Tuesday, May 30, 2023 at 3:00 p.m. (Paris time).

The Board of Directors.



## À la une

Le marché commence à intégrer le risque d'un accident sur la dette américaine

## Economie &amp; marchés

Le coût de la dette publique pèse dans les budgets

Les marchés de matières premières se reposent face au risque de défaut américain

La tech tire l'indice S&P 500 à la force de l'I.A

Le choix du siège de la nouvelle agence anti-blanchiment est un casse-tête pour l'Europe

Immobilier : les crédits à l'habitat sont au plus bas depuis 2017

L'Italie se replace sur le marché des obligations sécurisées

## Entreprises

Driveco lève 250 millions d'euros auprès d'APG pour ses bornes électriques

Voitures électriques : la France s'installe dans la course aux gigafactories

## PARTENARIAT

## Compagnie de Saint-Gobain : avis de convocation aux porteurs de titres participatifs émis en avril 1984

Publié le 9 mai 2023 à 22:15



## COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN

Société anonyme au capital de 2 063 076 328 €  
Siège social : Tour Saint-Gobain, 12, place de l'Iris, 92400 Courbevoie Cedex, et en cas de défaut de quorum, le jeudi 29 juin 2023 à 12 heures au même lieu, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

## AVIS DE CONVOCATION

## Titres participatifs avril 1984 de 1 000 euros

Les porteurs de titres participatifs émis par la Compagnie de Saint-Gobain (la « Société ») en avril 1984 sont convoqués en Assemblée générale qui se tiendra le mercredi 31 mai 2023 à 9 heures 30, au siège social de la Société, Tour Saint-Gobain, 12, place de l'Iris, 92400 Courbevoie Cedex, et en cas de défaut de quorum, le jeudi 29 juin 2023 à 12 heures au même lieu, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

## Ordre du jour

1. Rapport du Conseil d'administration sur l'activité de la Société au cours de l'exercice 2022 ;
2. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice 2022 et sur les éléments servant à la rémunération des titres participatifs ;
3. Renouvellement du mandat du représentant titulaire de la Masse ; fixation des pouvoirs et de sa rémunération annuelle ;
4. Délegation de pouvoirs pour accomplir les formalités requises.

Pour assister ou se faire représenter à cette Assemblée :

- Les porteurs de titres participatifs au nominatif devront être inscrits en compte chez la Société, au plus tard, au jour de l'Assemblée générale.
- Les propriétaires de titres participatifs au porteur devront justifier dans les mêmes délais auprès de leurs intermédiaires financiers teneurs de compte, de l'inscription en compte de leurs titres par une attestation de participation délivrée par ces intermédiaires.

Les porteurs de titres participatifs pourront demander un pouvoir ou un formulaire de vote par correspondance à Uptavia – CTO Assemblées – Grands Moulins de Pantin, 9, rue du Débarcadère - 93761 Pantin Cedex (France).

L'attestation de participation et le pouvoir ou le formulaire de vote par correspondance devront être retournés et reçus par Uptavia à l'adresse indiquée au paragraphe précédent au plus tard le mardi 30 mai 2023 à 15 heures (heure de Paris).

Conformément aux dispositions des articles R. 22-10-24 et R. 225-79 du Code de commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut, autre que par la voie postale, également être effectuée par la voie électronique, selon les modalités suivantes :

- pour les porteurs de titres participatifs détenus au nominatif pur : en envoyant un courrier électronique revêtu d'une signature électronique obtenue par leurs soins auprès d'un tiers certificateur habilité à l'adresse électronique suivante : [Paris\\_France\\_CTS\\_mandats@uptavia.pro.fr](mailto:Paris_France_CTS_mandats@uptavia.pro.fr). Cet e-mail devra obligatoirement contenir les informations suivantes : nom de la Société, date de l'Assemblée, nom, prénom et adresse et renommée des porteurs de titres participatifs ainsi que nom et prénom et, si possible, adresse du mandataire désigné ou révoqué. Puis, ils devront demander à leur intermédiaire financier habilité qui assure la gestion de leur compte titres d'envoyer une confirmation écrite à Uptavia – CTO Assemblées – Grands Moulins de Pantin, 9, rue du Débarcadère - 93761 Pantin Cedex (France) ou un email [Paris\\_France\\_CTS\\_mandats@uptavia.pro.fr](mailto:Paris_France_CTS_mandats@uptavia.pro.fr).
- pour les porteurs de titres participatifs détenus au nominatif administré ou au porteur : en envoyant un courrier électronique revêtu d'une signature électronique obtenue par leurs soins auprès d'un tiers certificateur habilité à l'adresse électronique suivante : [Paris\\_France\\_CTS\\_mandats@uptavia.pro.fr](mailto:Paris_France_CTS_mandats@uptavia.pro.fr). Cet e-mail devra obligatoirement contenir les informations suivantes : nom de la Société, date de l'Assemblée, nom, prénom et adresse et renommée des porteurs de titres participatifs ainsi que nom et prénom et, si possible, adresse du mandataire désigné ou révoqué. Puis, ils devront demander à leur intermédiaire financier habilité qui assure la gestion de leur compte titres d'envoyer une confirmation écrite à Uptavia – CTO Assemblées – Grands Moulins de Pantin, 9, rue du Débarcadère - 93761 Pantin Cedex (France) ou un email [Paris\\_France\\_CTS\\_mandats@uptavia.pro.fr](mailto:Paris_France_CTS_mandats@uptavia.pro.fr).

Afin que les désignations ou révocations de mandataires exprimées par voie électronique puissent être valablement prises en compte, les confirmations devront être reçues par Uptavia au plus tard le mardi 30 mai 2023 à 15 heures (heure de Paris). Les désignations ou révocations de mandataires exprimées par voie postale devront être reçues par Uptavia au plus tard le mardi 30 mai 2023 à 15 heures (heure de Paris).

*Le Conseil d'administration.*